

# COMMUNIQUE

## Budget Economique 2002

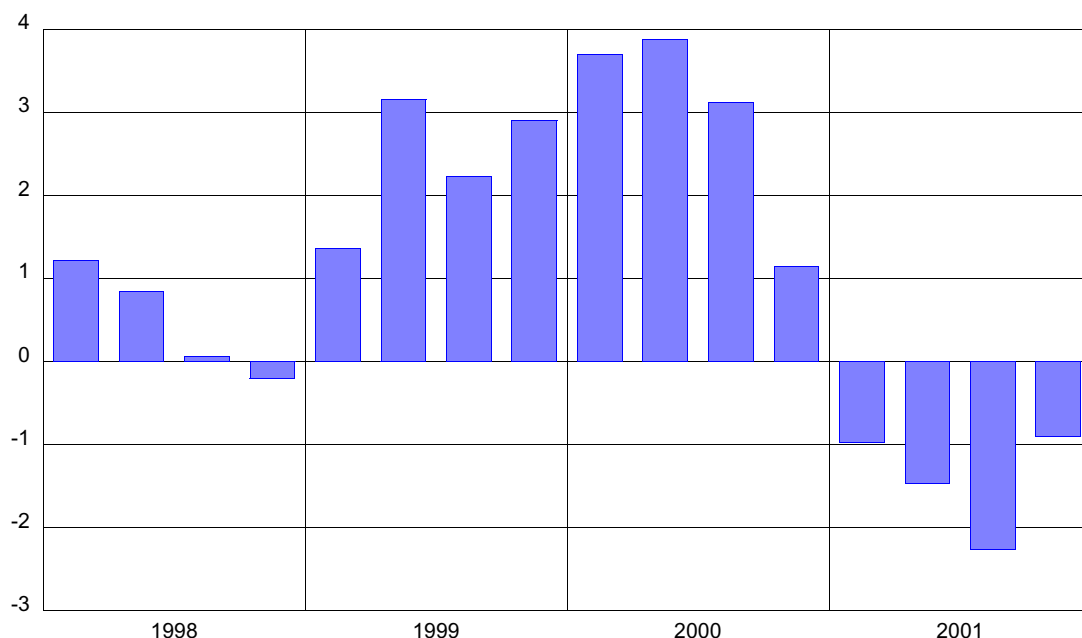
*En application de la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) a communiqué au Ministre de l'Economie les chiffres du Budget Economique 2002 proposés par le Bureau fédéral du Plan (BfP). Ce Budget Economique sert de base au contrôle budgétaire fédéral des recettes et dépenses de l'année 2002.*

### Une faible croissance économique en 2001 et 2002

La croissance du commerce mondial, après avoir connu une année 2000 exceptionnelle, s'est brutalement détériorée et a enregistré, d'un trimestre à l'autre, des taux négatifs tout au long de l'année écoulée. Cet effondrement du commerce mondial s'explique par le ralentissement synchronisé des trois principales puissances économiques (Etats-Unis, Japon et Union Européenne), les deux premières entrant même en récession au cours de l'été 2001. Les attentats du 11 septembre et leurs conséquences économiques et politiques ont évidemment amplifié le phénomène. Dans les pays de la zone euro, le repli des exportations qui a débuté au premier trimestre de l'année 2001 a été rapidement suivi par le recul des investissements et par un déstockage important.

L'arrêt du déstockage et le timide redressement qui pourrait, d'après certains indicateurs, s'amorcer Outre-Atlantique au premier semestre de cette année, devraient permettre au commerce mondial de retrouver des taux de croissance positifs, toutefois, une reprise plus vigoureuse ne pourrait être envisagée qu'à partir du second semestre de 2002. Dans ces conditions, la croissance du commerce mondial resterait en-dessous des 2 % en moyenne annuelle en 2002, après une progression de plus de 11 % en 2000 et une quasi-stagnation l'année dernière.

**Figure 1 - Commerce mondial: importations de biens  
Taux de croissance à un trimestre d'intervalle en volume**

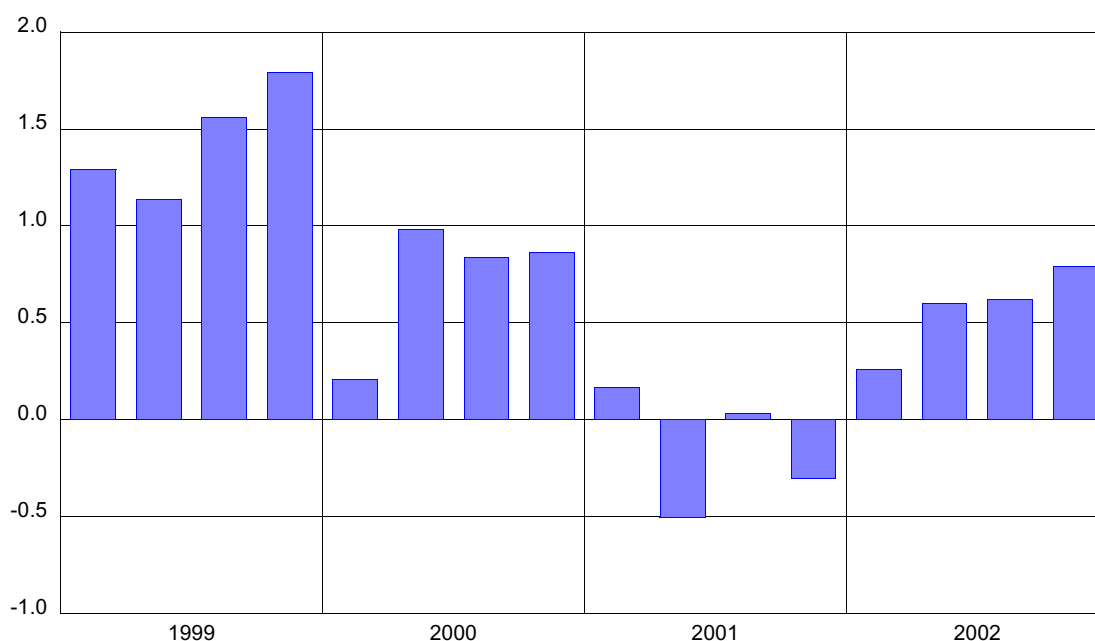


L'économie belge a été touchée très nettement par le ralentissement du commerce mondial. Ainsi, alors qu'au premier trimestre de 2001 la croissance du PIB à un an d'intervalle atteignait encore presque 3 %, elle aurait été négative à la fin de l'année. Comme dans les autres pays de la zone euro, cette dégradation a été initiée par le recul

des exportations rapidement suivi par un affaiblissement des investissements des entreprises et un déstockage important. En moyenne annuelle, le PIB aurait crû d'environ 1,0 % en 2001.

En 2002, le PIB devrait connaître une croissance annuelle moyenne presque identique, soit 0,9 %, avec néanmoins une composition et une dynamique fort différente. Le revenu disponible réel des ménages devrait augmenter de 2,0 %, en raison d'une indexation des salaires et des allocations sociales supérieure à l'inflation, de la poursuite du démantèlement de la contribution complémentaire de crise et des réductions accordées dans le cadre de la réforme de l'impôt des personnes physiques. Toutefois, les dépenses de consommation des ménages devraient progresser nettement moins rapidement (+0,9 %), car celles-ci devraient être affectées négativement par la remontée du chômage et par l'effritement du patrimoine financier des particuliers enregistré au cours de l'année écoulée. Le taux d'épargne devrait dès lors sensiblement remonter cette année et passer de 14,6 à 15,5 %. Comme semble l'indiquer les enquêtes auprès des architectes, les investissements en logements devraient fléchir cette année et ne plus progresser que faiblement en moyenne annuelle (+0,5 %).

**Figure 2 - Evolution trimestrielle du PIB  
Taux de croissance à un trimestre d'intervalle à prix constants**



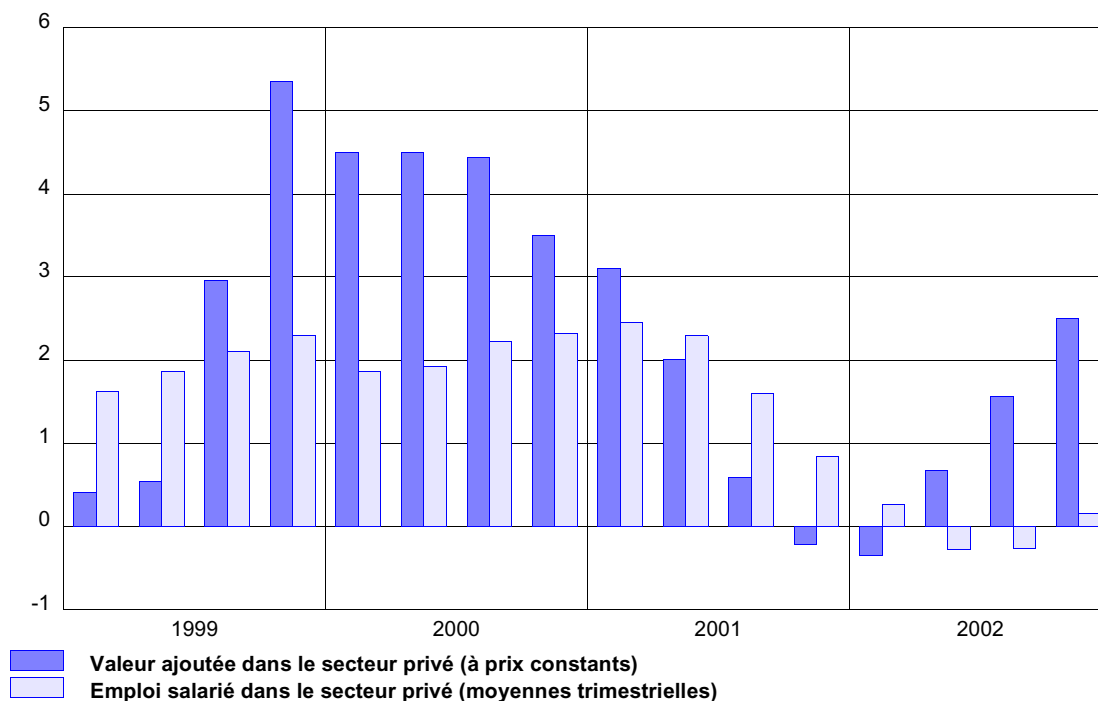
Les investissements des entreprises devraient jouer leur rôle d'accélérateur de la croissance économique seulement à partir du second semestre de cette année et ceci de façon modérée compte tenu de la détérioration de la rentabilité des entreprises enregistrée au cours des dernières années. En moyenne annuelle, les investissements des entreprises n'augmenteraient ainsi que de 0,6 % en 2002. Le phénomène de déstockage observé l'année dernière devrait progressivement s'estomper, de telle sorte que la variation des stocks devrait contribuer positivement à la croissance en 2002 (+0,5 %). Après un premier trimestre encore marqué par la faillite de la SABENA, les exportations devraient reprendre progressivement vigueur sous l'impulsion de la reprise du commerce mondial pour atteindre en fin d'année une croissance à un an d'intervalle de près de 5 pour cent. Sur l'ensemble de l'année toutefois, la progression des exportations ne devrait pas excéder 1,4 %. La reprise tant de la demande intérieure qu'extérieure devrait engendrer une hausse d'environ 2 % des importations de biens et services. Le solde des opérations courantes devrait, malgré une légère amélioration des termes de l'échange, revenir à 4,7 % du PIB en 2002 contre 5,1 % en 2001.

### **L'emploi affecté avec retard par l'évolution de l'activité économique**

Le ralentissement de l'activité économique, mesurée sur base de la croissance à un an d'intervalle de la valeur ajoutée du secteur privé, a débuté dès le quatrième trimestre de 2000, alors que ses effets sur l'emploi ne sont réellement apparus qu'au cours du second semestre de l'année dernière. En moyenne annuelle, l'emploi intérieur total devrait avoir augmenté de près de 45 000 personnes en 2001, soit une croissance de 1,1 %. Ceci signifie que la productivité horaire du travail dans le secteur privé n'aurait progressé que de 0,7 % en 2001.

En 2002, la reprise économique ne devrait avoir des effets positifs sur l'emploi qu'en fin d'année. Dans ces conditions, l'emploi intérieur devrait reculer de 2 000 unités en moyenne cette année.

**Figure 3 - Evolution de la valeur ajoutée et de l'emploi dans le secteur privé  
Taux de croissance à un an d'intervalle**



Par conséquent, le taux d'emploi (exprimé comme la population active occupée en pourcentage de la population d'âge actif) reculerait en 2002 pour s'établir au 30 juin à 59,3 % contre 59,6 % un an plus tôt. Le nombre de chômeurs, selon la définition du ministère fédéral de l'Emploi et du Travail, passerait en moyenne annuelle de 469 500 unités en 2001 à 492 500 cette année. (Ces chiffres tiennent compte des modifications apportées par le FOREM (à partir de novembre 2001) et l'ORBEM (à partir de janvier 2002) dans leur méthode de comptabilisation des demandeurs d'emploi).

### L'inflation sous la barre des 2 % en 2002

L'inflation, mesurée sur base de l'indice national des prix à la consommation, s'est ralentie au cours des derniers mois. Au dernier trimestre de l'année écoulée, l'inflation s'élevait à 2,2 %, ce qui représente une baisse de près de 1 point de pourcentage par rapport au sommet atteint en mai 2001. L'inflation sous-jacente a par contre continué à progresser jusqu'en novembre de l'an dernier et n'a enregistré un retournement qu'en fin d'année. Il semblerait donc bien que le recul de l'inflation importée observé depuis quelques mois commence finalement à se répercuter sur l'inflation sous-jacente. Cette tendance à la baisse devrait se prolonger en 2002 et l'inflation sous-jacente devrait passer ainsi d'un niveau d'environ 3 % en janvier à 2 % en décembre.

La suppression de la redevance radio et télévision en Région Flamande et à Bruxelles constitue un autre facteur qui influence à la baisse l'inflation prévue en 2002. L'hypothèse de travail retenue ici stipule que la suppression de cette redevance sera introduite en deux étapes dans le calcul de l'indice des prix: la moitié en avril et l'autre en octobre. Il s'ensuit une baisse de l'indice des prix en avril de 0,3 points de pour cent et une baisse identique en octobre par rapport à une situation où la redevance serait maintenue à son niveau de décembre 2001. Ceci a pour effet de comprimer en 2002 le taux de croissance annuel moyen de l'indice national des prix à la consommation de 0,29 points de pourcentage (et le taux de croissance annuel moyen de l'indice santé de 0,32 points de pourcentage).

Au total, l'indice des prix à la consommation devrait augmenter cette année de 1,6 %, par rapport à 2,5 % l'an passé. L'indice santé, qui exclut les prix de l'essence et du diesel, devrait enregistrer une croissance légèrement plus élevée que l'indice traditionnel, à savoir 1,8 % cette année (après une hausse de 2,7 % en 2001). L'indice pivot pour l'indexation des salaires dans la fonction publique a été dépassé en janvier 2002. Les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique seront par conséquent adaptées au coût de la vie par une augmentation de

2% respectivement en février et en mars de cette année. Conformément à nos prévisions mensuelles pour l'indice santé, l'indice pivot pour l'indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales (qui s'élève actuellement à 111,64) ne devrait plus être franchi cette année.

## **Incertitudes concernant la reprise économique mondiale en 2002**

Par rapport à la prévision d'octobre, réalisée dans la foulée des attentats du 11 septembre dernier, la situation politique et militaire mondiale n'est plus aujourd'hui le sujet de fortes inquiétudes. Par ailleurs, au niveau économique et plus particulièrement aux Etats-Unis, la situation semble se stabiliser et certains indicateurs tendent à confirmer le scénario de reprise pour le printemps prochain. Au sein de la zone euro, toutefois, où le retour d'une croissance plus forte n'est prévu que pour le deuxième semestre, des signes tangibles de reprise tardent encore à se manifester. Le Japon ne paraît pas en mesure de sortir rapidement de la spirale déflationniste et connaîtrait en 2002 une deuxième année de récession.

La présente prévision table sur une reprise progressive du commerce mondial qui ne devrait atteindre sa pleine vigueur qu'en fin d'année, laissant présager des effets positifs sur la croissance économique essentiellement en 2003. Une reprise vigoureuse plus tôt dans l'année aurait bien entendu des conséquences positives sur la croissance de l'activité économique en Europe et en Belgique, à condition toutefois, qu'elle ne donne pas à nouveau lieu à une augmentation des prix des produits pétroliers.

## **Chiffres clés pour l'économie belge**

Variations en % en volume - sauf indications contraires

	1999	2000	2001	2002
Dépenses de consommation finale des particuliers	2,1	3,8	1,7	0,9
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	3,2	2,5	2,1	0,9
Formation brute de capital fixe	3,3	2,6	0,3	0,2
Dépenses nationales totales	2,2	3,8	0,4	1,3
Exportations de biens et services	5,0	9,7	-0,4	1,4
Importations de biens et services	4,1	9,7	-1,3	2,0
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0,9	0,5	0,6	-0,3
Produit intérieur brut	3,0	4,0	1,0	0,9
Indice national des prix à la consommation	1,1	2,5	2,5	1,6
Indice santé	0,9	1,9	2,7	1,8
Revenu disponible réel des particuliers	2,5	2,0	1,6	2,0
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	16,1	14,7	14,6	15,5
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	54,5	60,2	44,7	-2,0
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8,8	7,0	6,3	6,7
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	5,1	4,4	5,1	4,7
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	106,7	92,4	89,5	87,9
Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)	2,9	4,4	4,2	3,5
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	4,8	5,6	5,1	5,2

*Le jeu complet des tableaux relatifs au Budget économique peut être consulté sur notre site Internet:  
<http://www.plan.be>*